

	Direction des Soins de proximité
	Evaluation du dispositif « ESP CLIP » financé dans le cadre du Fonds d'Intervention Régional

Marché n°2020-31

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur :

L'Agence régionale de santé Grand Est
Etablissement public administratif de l'Etat
3 Boulevard Joffre CS 80071
54 036 NANCY CEDEX

représenté par Mme Marie-Ange DESAILLY-CHANSON, Directrice Générale

SOMMAIRE

1.	Objet du marché	3
2.	Documents contractuels	3
3.	Durée du marché	3
4.	Contrôle de l'exécution des prestations	3
5.	Propriété des résultats et des données	4
6.	Sous-traitance	5
7.	Prix	5
7.1	Forme des prix	5
7.2	Caractéristiques des prix	5
7.3	Contenu des prix	5
7.4	Prix de règlement	5
8.	Acomptes et Avances	5
8.1	Avance	5
8.2	Acomptes	6
9.	Modalités de règlement	6
10.	Pénalités	7
10.1	Pénalités de retard	7
10.2	Pénalités relatives à la qualité des livrables remis	7
10.3	Autres pénalités	8
11.	Assurances	8
12.	Changement dans la situation du titulaire	8
13.	Secret professionnel, sécurité des données	8
14.	Résiliation et litiges	9
15.	Dérogation aux documents généraux	10

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet **l'évaluation du dispositif « ESP CLIP » financé dans le cadre du Fonds d'Intervention Régional.**

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions techniques du présent CCAP et du CCTP, et est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) L'acte d'engagement, dûment complété et signé avec le candidat déclaré attributaire du marché à l'issue de la procédure ;
- b) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), qui sera annexé à l'Acte d'Engagement ;
- c) Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- d) Le Cahier des Clauses Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- e) L'offre du titulaire ;
- f) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG-PI. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu, à compter de la date de notification, pour une durée de douze (12) mois.

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché peut être conclu avec le titulaire.

4. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire remet à l'ARS les livrables attendus et décrits dans le cahier des charges ou dans son offre dans les délais prévus. Tous les documents sont rédigés en français.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de 20 jours pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction pour chaque livrable, par courrier ou courriel, à compter de la date de réception du livrable. Le silence de l'administration à l'issue de ce délai emporte admission tacite des livrables remis.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose alors d'un délai maximum de 10 jours ouvrés maximum ou du délai indiqué dans la décision rendue par l'ARS pour fournir une nouvelle version du livrable visé. Au cours de ce délai supplémentaire, le titulaire encourt les pénalités de retard prévues à l'article « Pénalités » ci-dessous.

Outre les cas prévus aux articles 26 et 27 au CCAG-PI, et sur demande exceptionnelle dûment motivée du titulaire, l'ARS peut accorder une prolongation du délai de remise du livrable. Cette prolongation est expressément motivée. Selon l'article 20 du CCAG-PI, la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations est rendue possible à l'issue de chaque phase.

5. PROPRIETE DES RESULTATS ET DES DONNEES

Les dispositions de l'option B de l'article 25 du CCAG-PI sont applicables au présent contrat.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif et pour le monde entier, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée d'après les législations tant françaises qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur notamment le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger, et exploiter les résultats.

- ✓ Le droit de reproduction s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer ou de faire enregistrer, d'adapter ou de faire adapter sans limitation de nombre les rapports et études :
 - Par tous moyens et tous procédés connus et inconnus à ce jour ;
 - Sur tous support connus ou inconnus à ce jour.

Le droit de reproduction comprend également le droit d'éditer ou de faire éditer les livrables.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de mettre à disposition du public les livrables sur tous supports et par tous moyens.

- ✓ Le droit de représentation s'entend du droit de communiquer au public par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour.
- ✓ Le droit d'adaptation, de modification, de correction et d'arrangement s'entend du droit de modifier les résultats et notamment le droit d'intégrer et d'adapter les résultats.

La cession des droits est consentie par le titulaire du marché au pouvoir adjudicateur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, des résultats, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, à titre gratuit ou onéreux par le pouvoir adjudicateur.

Garantie

En complément de l'article B-25.3 du CCAG-PI, le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers et de donner notamment lieu à des demandes et actions en plagiat, copie servile, contrefaçon et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure, quelle qu'en soient les formes et natures, formée contre le pouvoir adjudicateur par un tiers, et qui se rattacherait directement ou indirectement aux droits cédés par le présent contrat.

A cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire auprès de toutes les instances engagées contre le pouvoir adjudicateur, à le garantir contre toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toute nature dépensés par le pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

Droits du titulaire

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI.

Le titulaire du marché peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, si et seulement s'il obtient l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité et de l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition pour l'exécution du marché.

Dans le cadre de ce marché, la cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

6. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

7. PRIX

7.1 Forme des prix

Les prix sont à prix forfaitaires.

Les prix sont définis strictement dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), qui correspond à l'ensemble de la mission à réaliser pour chaque étape.

7.2 Caractéristiques des prix

Les prix sont fermes.

7.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprennent les prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation complète des missions confiées au titulaire. Ainsi, le prix tient compte des frais de secrétariat et d'assurance, y compris en responsabilité légale personnelle.

7.4 Prix de règlement

Le prix figurant dans l'offre du fournisseur est réputé établi aux conditions économiques à la date de remise des offres.

Le prix est libellé en euros et restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de changement du taux de TVA, le taux de TVA réglementaire s'applique automatiquement de droit.

8. ACOMPTES ET AVANCES

8.1 Avance

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire de 5% du montant forfaitaire du marché sera versée au titulaire dans les conditions visées aux articles R2191-3 et suivant du code de la commande publique

Si le titulaire du présent marché est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance versé sera porté à 20% comme le prévoit l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire, pour les prestations forfaitaires ou pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de cette avance est fixé à 5% du montant concerné, et sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivant du code de la commande publique.

8.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les acomptes seront versés à l'issue de chaque livrable. Cette disposition fera l'objet d'un accord entre les parties.

9. MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'ARS.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG-PI.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par l'ARS. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

• Généralités

Les factures sont libellées à l'ordre de :
Agence régionale de santé Grand Est

Les paiements sont effectués selon les règles de la Comptabilité Publique, sur présentation d'une facture originale.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-22 code de la commande publique, si le planning d'exécution des prestations est supérieur à 3 mois, le titulaire adresse des demandes d'acompte, correspondant au volume et montant des prestations déjà effectuées, et dont l'exécution peut être justifiée par la production d'un livrable intermédiaire. Cette demande d'acompte respecte les exigences de l'article 11.4. du CCAG-Pi

Si le planning d'exécution des prestations est inférieur ou égal à 3 mois, le titulaire adresse sa facture à l'issue de l'admission de l'ensemble des prestations.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers le cas échéant
- le numéro de SIREN ou SIRET le cas échéant
- le numéro du marché
- la date ou la période de réalisation des prestations
- le décompte des sommes dues :
 - Nature des prestations
 - Quantité
 - Montants HT et TTC

- tout rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

• Emission des factures par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R2111-2 du code de la commande publique, les fournisseurs soumis à l'obligation de transmission dématérialisée transmettront leurs factures sur Chorus Pro exclusivement : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La transmission à tort d'une facture sous format papier, ou d'une facture électronique par courriel, peut fonder son rejet par l'ARS.

Le numéro de SIRET de l'ARS Grand Est à utiliser en vue de dépôt des factures sur Chorus Pro est le SIRET n°130 007 834 00075.

• Délais de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture papier ou de la réception du message électronique informant l'ARS de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro ou, si l'exécution des prestations est postérieure à cette date, à la date de réception des prestations.

Le dépassement du délai de paiement ouvre droit, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, à des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10. PENALITES

Les pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Toutes les pénalités sont établies en euros hors taxes et ne sont pas révisables.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et s'appliquent dès le premier euro.

Ces pénalités s'appliquent sur tous paiements en cours ou à venir au titre du marché, ou à défaut font l'objet d'un titre de recette.

10.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais pour la réalisation des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 400 € HT par jour de retard par rapport aux délais fixés au planning de réalisation validé par l'ARS et conforme aux exigences des documents du marché.

10.2 Pénalités relatives à la qualité des livrables remis

Si l'ARS estime que les livrables ne peuvent être reçus que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner la réception des prestations.

Si l'ARS estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées par une décision motivée. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 5 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 10 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Si l'ARS estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans le nouveau délai indiqué par l'ARS.

Tout délai supplémentaire pris par le titulaire dans le cadre de l'ajournement ou du rejet des prestations s'inscrit dans le délai global du marché et est par conséquent soumis aux pénalités de retard mentionnées ci-dessus.

10.3 Autres pénalités

En cas d'absence prolongée d'un membre de l'équipe du titulaire, non remplacé par une autre personne au profil équivalent, le titulaire encourt une pénalité de 400 € HT par jour de retard à compter du 5^e jour d'absence.

En cas de non présence du titulaire à une réunion du comité de pilotage ou du comité technique, le titulaire encourt une pénalité de 300 € HT par absence constatée.

Pour tout non-respect des engagements du mémoire technique, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire à compter du signalement du manquement et jusqu'à la levée de celui-ci.

Pour tout retard dans la transmission d'un document administratif ou technique demandé par l'ARS au titre du marché, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

11. ASSURANCES

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires pour l'ARS des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement du fait du titulaire et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs ou de ses sous-traitants éventuels lors de l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra apporter pendant la durée du marché la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance responsabilité civile couvrant son activité.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

12. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer l'ARS sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc..) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ARS.

Afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait K-bis, publication dans un journal d'annonces légales, RIB ...).

Le titulaire ne pourra céder, partiellement ou totalement, le présent marché sans avoir, au préalable, obtenu l'accord écrit de l'ARS.

13. SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE DES DONNEES

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par l'ARS.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à l'ARS, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

L'ARS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

14. RESILIATION ET LITIGES

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

La résiliation du marché pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute.

En cas de résiliation aux frais et risques, et en sus des dispositions du CCAG-PI, les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que des frais administratifs divers.

Les surcoûts sont prélevés sur les sommes restant à régler, ou à défaut font l'objet d'un titre de recette, sans préjudices des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Nancy.

Les autres dispositions relatives à la résiliation ou au litige sont conformes aux conditions du CCAG-PI.

15. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 2 du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 4 du CCAG-PI ;
L'article 4 du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 26 à 27 du CCAG-PI ;
L'article 10 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI ;
L'article 13 du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 5.2.2 et 6.2 du CCAG-PI;
L'article 14 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 34 du CCAG-PI.